

FAUT QU'ON SE PARLE

Briser le tabou socioreligieux

24/03/2015 | par Stéphane Menu | TOUTE L'ACTUALITÉ



© RomainQuéré

Face à la montée du radicalisme religieux, il faut que la religion, la vraie, apaisée et épanouissante pour les croyants, se vive tranquillement, à l'air libre. Pour y parvenir, deux diplômes de médiation socioreligieuse forment les cadres de la fonction publique au déminage des situations conflictuelles.

C'est un métier – ou une formation — appelé à se développer dans la fonction publique dans les prochaines années : la **médiation socioreligieuse**. Cette médiation est abordée depuis 2013 dans deux diplômes universitaires (DU) créés par la Faculté libre d'études politiques et en économie solidaire (Flepes-Initiatives), en lien avec l'université de Strasbourg.

Le premier d'entre eux s'adresse aux étudiants et professionnels de niveau licence 2 ou 3 et dont le métier est déjà dans la **médiation de proximité**. Il s'agit donc pour eux d'intégrer les spécificités nouvelles d'un **dialogue socioreligieux** en mal de décodage. Le deuxième diplôme forme les cadres d'un master 1 ou 2. Le but recherché par ces deux diplômes est de favoriser des interactions pacificatrices de proximité là où la pluralité religieuse et l'intérêt général s'entrecroisent.

« Résolution interactive des conflits »

Pour Isabelle Ullern, philosophe et doyenne de la Flepes, « il ne s'agit pas de former des spécialistes des questions religieuses, mais des acteurs à disposition du service public comme de la société civile, instruits sur le plan légal mais aussi moral et religieux, capables de susciter la résolution interactive des conflits ».

« Il ne s'agit pas de former des spécialistes des questions religieuses, mais des acteurs à disposition du service public comme de la société civile, instruits sur le plan légal mais aussi moral et religieux, capables de susciter la résolution interactive des conflits ».

Au cœur de l'espace public, mais en interne, entre agents ou dans la relation au public, des conflits peuvent apparaître. Certaines RH font de ce dossier une priorité dans les collectivités locales. Un médiateur peut être délégué pour anticiper ou régler les conflits. Les **médiateurs de quartier**, dénommés parfois « les grands frères », sont les principaux concernés par ces diplômés. Il ne s'agit pas de leur demander de vanter quotidiennement les vertus de la laïcité mais de prendre la distance nécessaire avec la religion, aire d'épanouissement privé. Quand le conflit surgit, il faut le régler en recourant à la loi. Lorsqu'il reste larvé, l'essentiel de reposer le cadre.

Tourner le lit d'hôpital vers La Mecque

Certains élus se considèrent comme partie prenante de la démarche. Pour déminer le terrain, techniciens et élus ne veulent pas se contenter de rabâcher un bréviaire de bonnes intentions laïques mais rappeler les grands principes républicains, dans ce lieu neutre que doit rester l'espace public.

Quand le conflit surgit, il faut le régler en recourant à la loi. Lorsqu'il reste larvé, l'essentiel de reposer le cadre.

Car des conflits, a priori anodins, doivent pouvoir se régler par le haut. Comme dans ce cas relayé par Claude Prudhomme, enseignant au master Institut supérieur d'études des religions et de la laïcité (Iserl) à Lyon-2. Un jour, dans un hôpital lyonnais, une famille a réclamé aux infirmiers de déplacer le lit de leur grand-père mourant. Surprise, voire agacement, au sein du personnel médical : pourquoi embêter ce vieux monsieur, dont le corps relié à de nombreux tuyaux aurait contrarié le déplacement ? C'est qu'il était musulman et que sa foi exige que son corps soit tourné vers la Mecque. « Les infirmiers étaient désarmés. Fallait-il contrarier la famille au nom de la laïcité, mais au risque de passer pour racistes ? rapporte Claude Prudhomme. « En réalité, si une vieille dame mourante avait demandé qu'on accroche un crucifix au-dessus de son lit, personne ne se serait interrogé. Quand c'est l'Islam, tout devient compliqué ». C'est pour éviter de telles complications que les deux diplômés de la Faculté libre d'études politiques et en économie solidaire (Flepes-Initiatives) ont un bel avenir devant eux.